

# Souveraineté La Solution inc.

## Une divergence basée sur une réalité (TQS)

Le fédéral avec Stephen Harper et Jean Charest au Québec en profitent tous les deux pour en faire du capital politique.

Tout cela s'explique, le fédéral fait des surplus avec l'argent des contribuables qu'il retourne partiellement seulement. Résultat, le Québec ainsi que les autres provinces fait des déficits. Le Québec n'a pas les moyens de venir en aide aux moyennes et petites entreprises québécoises dont TQS.

TQS, avec plus de \$80 millions de dette, c'est une réalité, mais la divergence basée sur cette réalité, fait que le fédéral de Stephen Harper, qui est à l'origine de ce marasme financier, vient comme un sauveur avec le CRTC. Jean Charest, lui qui veut profiter de cette situation et en faire du capital politique, demande que des parties du CRTC soient rapatriées au Québec.

Comme le diction nous fait remarquer, que dans un vol de poules dans un poulailler, celui qui tient la poche est aussi coupable que celui qui prend la poule. **C'est ce que l'on appelle une divergence basée sur une réalité.** Voici des énoncés sur le site de Souveraineté La Solution inc., icône Journal décembre 2006, p. 4.



Selon les dires d'un ancien politicien qui avait entré la première fois en 1964, que son premier dossier qu'il avait à s'occuper, était celui des relations fédérales provinciales sur le déséquilibre fiscal.

C'est dire que le fédéralisme canadien n'a guère changé en quarante ans. Le déséquilibre entre le fédéral (Ottawa) et le Québec est fort simple, le fédéral excède systématiquement ses besoins (ce qui génère des surplus constants), alors qu'au Québec ce sont les besoins qui excèdent les revenus, (qui génèrent des déficits). Voici le déséquilibre fiscal tant décrié.

En effet pour des raisons politiques évidentes, le gouvernement fédéral ne demande pas mieux que d'utiliser ces surplus pour intervenir dans tous les dossiers chauds où le Québec manque de ressources. Il se donne ainsi l'air d'un sauveur en **aidant** le Québec avec l'argent des québécois.

Tous les domaines les plus importants relevant du Québec ont fait l'objet d'une telle ingérence: la santé, l'enseignement supérieur, l'aide sociale, l'infrastructure provinciale et municipale, bourse